

Burundi : un gouvernement resserré autour des proches du pouvoir

RFI, 29/06/2020 Dans ce nouveau cabinet burundais, les portefeuilles passent de 21 à 15. Il respecte les équilibres ethniques et de genre prévus par la Constitution, 60% de Hutus contre 40% de Tutsis, dont au moins 30% de femmes. Mais contrairement à ce qui était espéré, l'heure ne semble pas encore à l'ouverture.

La nomination, la semaine dernière, au poste de Premier ministre du plus haut gradé de l'armée et de la police burundaise, le commissaire de police général, Alain-Guillaume Bunyoni, considéré comme un véritable faucon, avait donné le ton. L'entrée au gouvernement du patron des Services de renseignement vient confirmer la mainmise des durs du régime sur le pouvoir, selon des diplomates et la société civile. Le commissaire de police Gervais Ndirakobuca devient numéro deux du gouvernement, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique. La nomination de « Ndakugarika », un surnom gagné durant la guerre civile et qui signifie littéralement « Je vais t'attendre raide est un choix de la continuité », selon des diplomates. Ils parlent d'un « mauvais signal ». Jusqu'ici patron du Service national de renseignement, une des pièces maîtresses de la répression sanglante orchestrée depuis le début de la crise de 2015, Ndirakobuca appartient à l'aile dure du groupe de généraux issus de l'ex-rébellion FDD qui contrôlent le pays d'une main de fer. Il est sous sanctions américaines et européennes pour son rôle dans de graves violations des droits humains documentées au Burundi. Cinq ministres restent en poste. Autre entrée remarquée, celle du représentant permanent du Burundi auprès des Nations unies. Albert Shingiro considéré comme le « visage diplomatique » du pouvoir est récompensé pour services rendus et devient le nouveau chef de la diplomatie burundaise. Un membre de la communauté ultra-minoritaire de Twas, moins de 1% de la population et traité comme des parias dans la société, entre pour la première fois de l'histoire dans un gouvernement burundais. Imelde Sabushimike devient ministre de la Solidarité nationale, des droits humains et du genre notamment. Enfin, seulement cinq ministres restent de l'équipe précédente, dont le Dr Thaddée Ndikumana qui garde son poste à la tête du ministère de la Santé malgré des accusations d'avoir minimisé la pandémie du Covid-19 qui sévit dans le pays.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});